



Assemblée générale

Distr. générale
28 février 2012

Français seulement

Conseil des droits de l'homme

Dix-neuvième session

Point 3 de l'ordre du jour

**Promotion et protection de tous les droits de l'homme,
civils, politiques, économiques, sociaux et culturels,
y compris le droit au développement**

Exposé écrit* présenté par Reporters sans frontières International, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit suivant, qui est distribué conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[15 février 2012]

* Exposé écrit publié tel quel, dans la/les langue(s) reçue(s), sans avoir été revu par les services d'édition.

Urgence: La situation des journalistes en exil dans les pays en transit

Reporters sans frontières, organisation internationale de défense de la liberté de l'information se déclare extrêmement inquiète de la situation des professionnels des médias en exil introduisant des demandes de protection auprès du Haut Commissariat pour les réfugiés des Nations unies (UNHCR) dans les pays de transit au sein desquels ils se trouvent.

Dans les pays répressifs, les journalistes sont les derniers témoins des abus et des violations des droits de l'homme commis par les autorités, les chefs de guerre, les extrémistes religieux, etc. Parce qu'ils rendent compte de la situation de leurs concitoyens, dénoncent la corruption, les abus des dirigeants ou donnent la parole à l'opposition, les professionnels des médias cristallisent l'hostilité des régimes et des groupes d'influence qu'une information libre dérange.

L'activité des professionnels de l'information les expose à des représailles graves. Nombre d'entre eux se retrouvent contraints de fuir leur pays afin d'échapper aux agressions, menaces, arrestations et condamnations arbitraires.

Les journalistes sont cependant des ennemis identifiés des régimes auxquels ils tentent d'échapper du fait même de leur profession : ils signent leurs articles, passent à la télévision ou à la radio. Leurs noms, voix et visages étant connus, ils demeurent à la merci de leurs agresseurs, en raison de la proximité géographique des pays où ils trouvent le plus souvent refuge et s'enregistrent auprès de l'UNHCR.

L'arrestation le 24 octobre 2011 à Khartoum du journaliste érythréen Jamal Osman Hamad, moins d'une semaine après la visite officielle du président Issaïas Afewerki à son homologue soudanais et l'expulsion vers leur pays d'origine de trois cents ressortissants érythréens sans que l'UNHCR ait pu se pencher sur leur cas, le prouve.

Plus récemment encore, les circonstances extrêmement floues de l'assassinat, le 30 novembre 2011, du journaliste rwandais Charles Ingabire à Kampala, ajoutent à notre inquiétude. Reporters sans frontières est convaincue que la piste menant à Kigali ne doit pas être écartée, en l'espèce.

Il est certain que les gouvernements rwandais, érythréen, éthiopien, iranien, que les miliciens Al Shabaab somaliens ou les narcotrafiquants sud-américains, pour ne citer qu'eux, continuent à suivre les journalistes en exil.

Leur sphère d'influence s'étend bien au-delà de leur territoire national. L'implantation de la milice Al Shabaab au Kenya et les liens entre les trafiquants et les groupes paramilitaires des Etats d'Amérique latine par exemple, ne sont, plus à démontrer. Les agents des représentations diplomatiques des Etats d'origine des journalistes en exil sont les yeux et les oreilles de leurs gouvernements et n'attendent qu'un ordre du pouvoir pour en devenir les muscles. Dans l'hypothèse où ces émissaires expatriés ne suffiraient pas, les ennemis des journalistes peuvent s'appuyer sur le fait que les frontières africaines ou des Etats du Moyen-Orient sont encore plus poreuses à leurs agents qu'elles le sont aux réfugiés. Il est manifeste que la sécurité des journalistes contraints de fuir leur pays n'est pas garantie dans les Etats de transit.

Force est pourtant de constater qu'il n'existe, à ce jour, aucun mécanisme adapté de protection des défenseurs des droits de l'homme en exil. Aussi, Reporters sans frontières demande au Conseil des droits de l'homme de prendre les mesures qu'imposent les risques auxquels sont exposés les journalistes en exil qui s'enregistrent auprès des services du UNHCR. Il est nécessaire qu'une procédure dédiée à la protection de ces défenseurs des

droits de l'homme soit établie par le Conseil afin de renforcer les antennes locales de l'UNHCR.

En contact régulier avec les journalistes résolus à fuir pour sauvegarder leur intégrité physique ou leur liberté, Reporters sans frontières demande la mise en place d'un mécanisme d'alerte spécifique et d'un référent au sein de chaque bureau national de l'OHCHR, en collaboration avec le UNHCR afin de permettre une identification et un traitement plus rapide des dossiers des personnes particulièrement menacées. RSF procédant systématiquement à une enquête lorsqu'elle est contactée par un journaliste souhaitant obtenir son soutien, elle est en mesure de se porter garante, auprès des officiers de protection de l'OHCHR et de l'UNHCR, du bien-fondé des demandes qui lui sont soumises par des professionnels des médias.

Il est également indispensable que des mesures de protection adéquates soient prises à l'endroit des défenseurs des professionnels des médias et autres défenseurs des droits de l'homme en exil: programme de refuge urbain hors des camps, safehouses, mécanismes d'alerte et solution de protection d'urgence, etc.

Il est impératif que les journalistes puissent avoir plus largement accès à la procédure de réinstallation d'urgence et au mécanisme d'évacuation temporaire dans des pays sûrs des Nations Unies. Il appartient au Conseil des droits de l'homme d'œuvrer à ce qu'un nombre plus important d'Etat tiers participent activement à ces programmes.

Le Conseil se doit de reconnaître l'inadéquation du processus traditionnel de protection onusienne pour les professionnels des médias à risques et demander aux Etats membres de pallier ces lacunes. Une telle prise de position permettra l'UNHCR d'agir en vue de mettre fin à l'immobilisme coupable de certains gouvernements occidentaux qui continuent à se cacher derrière les quotas de cette procédure générique, alors que plus de 260 journalistes ont été tués au cours des 5 dernières années en raison de leur activité et que 154 professionnels des médias sont actuellement détenus. Le Conseil des droits de l'homme doit se prononcer en faveur d'un traitement spécifique et plus efficace des demandes de réinstallations des défenseurs des droits de l'homme menacés dans les pays de transit et demander la mise en place de procédures adéquates.

Reporters sans frontières demande au Conseil de droits de l'homme de reconnaître l'inadéquation du processus traditionnel de protection onusienne à la situation des professionnels des médias et défenseurs des droits de l'homme menacés dans les pays de transit en adoptant les mesures suivantes :

- que soit créé un mécanisme spécifique d'alerte des services de l'ONU par les organisations de défense des défenseurs des droits de l'homme supposant la désignation, au sein de chaque bureau national et/ou régional du Haut Commissariat aux droits de l'homme, en étroite collaboration avec le Haut Commissariat aux réfugiés, d'un référent, interlocuteur privilégié de ces organisations.
- qu'il soit procédé à la mise en place d'une procédure de traitement accélérée des demandes de protection introduites par les professionnels des médias et défenseurs des droits de l'homme auprès de ses services et de ceux du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.
- que le Conseil enjoigne les Etats à mettre en place des procédures d'entrée et de réinstallation sur leur territoire pour ces défenseurs des droits de l'homme menacés dans les pays de transit.